### TOME I

# « LE CINEMA ET LA IIIº REPUBLIQUE »

Préface de Fernand Terrou, professeur à l'Institut d'Etudes Politiques, directeur de l'Institut Français de Presse.

#### PREMIÈRE PARTIE

### LE CINEMA MUET

CHAPITRE 1". — Le film, «œuvre mécanique d'un machinisme muet ».

CHAPITRE 2. — L'industrie cinématographique sous la dépendance du ministère de l'intérieur.

CHAPITRE 3. — Les institutions corporatives et les contrats de location de films.

CHAPITRE 4. — L'action de l'Etat par le cinéma.

CHAPITRE 5. — La genèse de la fiscalité cinématographique.

CHAPITRE 6. — A la recherche d'un statut, ou de la rue des Saussaies à la rue de Valois.

#### SECONDE PARTIE

## LE CINEMA PARLANT (1929-1940)

CHAPITRE 7. — Le Conseil supérieur du cinématographe (1931).

Chapitre 8. — La vie corporative jusqu'à l'intervention d'Henri Clerc (1929-1933).

Chapitre 9. — Dissensions corporatives et triumvirat dictatorial (1933-1935).

Chapitre 10. — L'action de la puissance publique jusqu'au rapport Petsche (1932-1935).

CHAPITRE 11. — Le rapport Petsche (juin 1935).

CHAPITRE 12. — Vers la Confédération Générale du Cinéma.

CHAPITRE 13. — Le rapport de Carmoy (juillet 1936).

CHAPITRE 14. — Les conflits sociaux et les conventions collectives de travail (1936-1937).

CHAPITRE 15. — La Confédération Générale du Cinéma et le Congrès international de Paris (1937).

CHAPITRE 16. — Où allait donc le cinéma français? (1936-1937).

CHAPITRE 17. — La politique cinématographique de Jean Zay (1936-1939).

CHAPITRE 18. — Le Commissariat général à l'information (1939-1940).

CHAPITRE 19. — L'auteur d'un film et ses droits.

CHAPITRE 20. — Aspects et situation de l'action culturelle par le film.

CHAPITRE 21. — De la censure au contrôle et du contrôle à la censure.

CHAPITRE 22. — Le contingentement des films et les accords cinématographiques avec l'étranger.

CHAPITRE 23. — Un grand film à épisodes : la chevauchée fiscale.

Annexe. - Projet de loi sur la cinématographie (1939).

# TOME II

« LE CINEMA ENTRE DEUX REPUBLIQUES (1940-1946) »	
Introduction	5
PREMIÈRE PARTIE	
L'OCCUPATION	9
Les nouvelles institutions du cinéma français. — Situation économique. — La création cinématographique.	
CHAPITRE 1". — Les institutions françaises transitoires  I. — Le nouveau service du cinéma  II. — Les « Groupements corporatifs du cinéma »	25 26 27
ques	29 30
CHAPITRE 2. — Les autorités allemandes d'occupation	35
I. — La propagande allemande en France	35
II. — Les ordonnances allemandes	37
III. — Mesures contre les Juifs	41
CHAPITRE 3. — La création du C.O.I.C. (octobre-décembre 1940)	43
Composition. — Fonctions. — Le premier directeur Raoul Ploquin. — Procédure des décisions. — Structure du C.O.I.C.	
CHAPITRE 4. — L'œuvre commune du service du cinéma et du C.O.I.C. (décembre 1940-mai 1942)	47
I. — Les lignes directrices d'une politique du cinéma	48
II. — L'œuvre réalisée	51
§ 1. — Unification du marché cinématographique § 2. — Contrôle professionnel	51 51
§ 3. — Sauvegarde des interets generaux de la profession Régime des avances à l'industrie cinématographique.  — Plan appuel de production. — Films documentaires.	54
§ 4. — Composition des programmes et conditions de location des films	58
Programmes. — Conditions de location.  § 5. — Contrôle technique  § 6. — Œuvres sociales  § 7. — Réforme fiscale  § 8. — Censure des films	58 59 59 61

III. — Autres réalisations	62
IV. — Détails de circonstance	63
CHAPITRE 5. — La Direction générale du cinéma et le C.O.I.C. (mai 1942 - août 1944)	65
I. — Vers une nouvelle politique du cinéma français? II. — Evolution administrative	66 67
Direction générale du cinéma. — Réforme du C.O.I.C.  III. — L'œuvre réalisée	70
Registre public de la cinématographie. — Institut des hautes études cinématographiques (IDHEC). — Commission arbitrale de l'industrie cinématographique. — Bureau de normalisation. — Grands prix du film d'art français.	70
§ 2. — Continuation des premières réalisations du C.O.I.C. Contrôle des recettes (1. Corps de contrôle; 2. Procédure de répression). — Conditions de location des films. — Fiscalité. — Censure. — Droits d'auteurs. — Financement des films (1. Régime des avances à l'industrie cinématographique; 2. Crédits ministériels	75
CHAPITRE 6. — L'information et la propagande	83
I. — Presse filmée	84
II. — Films de propagande	90
SECONDE PARTIE	
LA LIBERATION	95
Situation économique. — D'un embryon de fonds d'aide à la création du Centre national de la cinématographie. — Perspective d'étroite coopération entre le cinéma et la toute jeune télévision. — La création cinématographique.	
Chapitre 7. — A Londres et à Alger	103
I. — L'information dans l'organisation de la « France libre »	103
II. — L'information et le cinéma au Comité Français de	
Libération Nationale  Office français de l'information cinématographique (OFIC). — La législation applicable au cours de la libération du territoire métropolitain (1. Mise sous séquestre de films; 2. Réglementation des spectacles cinématographiques; 3. Statut de l'industrie cinématographiques; 4. Maintien provision du COIC.	104

LE CINÉMA ENTRE DEUX RÉPUBLIQUES	223
I. — Comité de libération du cinéma français  I. — Comité de libération du cinéma français (C.L.C.F.)  II. — Programme d'action du C.L.C.F.  III. — L'insurrection  IV. — Presse cinématographique clandestine  V. — Les films clandestins  La caméra sous le manteau. — La caméra dans les maquis. — La caméra parisienne sous les balles. —  Naissance des Actualités françaises.	109 109 110 112 113 114
CHAPITRE 9. — La direction générale de Jean Painlevé (août 1944- mai 1945)	119
I. — Organisation générale du cinéma  Services publics. — Organisations syndicales.	121
II. — Programmes et intentions	122
III. — Œuvre législative et réglementaire	126
IV. — Emotion professionnelle	132
CHAPITRE 10. — La direction générale de Michel Fourré-Cormeray (mai 1945 - décembre 1946)	135
I. — Positions doctrinales	136
II. — Organisation générale du cinéma	138
<ul> <li>III. — Œuvre législative et réglementaire</li> <li>Séquelles de l'occupation. — Liquidation du fonds de soutien. — Contrôle des films. — Diffusion des films (1. Composition des spectacles cinématographiques;</li> <li>2. Location des films de format standard). — Presse filmée. — Contrôle des recettes. — Fiscalité. — Festival de Cannes. — Problèmes du court métrage. — Prix des places. — Auteurs de films. — Sécurité. — Œuvres sociales. — Forains. — Exploitation en format 16 mm.</li> </ul>	148
IV. — Modernisation du cinéma (plan Monnet)	161
CHAPITRE 11. — Les accords Blum-Byrnes et les relations franco- étrangères	165 166

<ul> <li>II. — Accords privés franco-américains et franco-anglais (avril 1945)</li> <li>III. — Accords Blum-Byrnes (28 mai 1946)</li> <li>Négociations franco-américaines. — Contenu des accords. — Réaction aux accords. — Réglementation de l'exploitation des films impressionnés.</li> <li>IV. — Accords franco-italiens (29 octobre 1946)</li> </ul>	167 168
CHAPITRE 12. — L'action culturelle par le film  I. — Action culturelle de l'Etat  Cinéma d'enseignement. — Cinéma agricole. — Cinéma d'éducation sanitaire.	175 175
II. — Institutions privées et d'intérêt public	178
III. — Ebauche d'une réglementation du cinéma non commercial	184
<ul> <li>V. — Autres aspects d'ordre culturel</li> <li>Cinéma pour la jeunesse. — Académie du cinéma. —</li> <li>Comité du cinéma pour les Nations Unies. — Association française de la critique de cinéma.</li> <li>VI. — Action internationale</li> </ul>	187
Annexes:	
<ol> <li>Tableau des gouvernements de la France (1940-1946)</li> <li>Tableau des organisations professionnelles du cinéma franceix en 1945</li> </ol>	194
3. Loi du 26 octobre 1940 portant réglementation du cinéma	195
4. Loi du 22 février 1944 relative à la publicité des actes	197
conventions et jugements en matière de cinématographie.  5. Loi du 25 octobre 1946 portant création d'un Centre national de la cinématographie	199
6. Blian de la production française d'août 1940 à mai 1944	203 207
7. Marché français des grands films de 1924 à 1938	214
	215